

CHRONOLOGIE ET TEXTES DE LA LUTTE DES HARRAGAS TUNISIENS À PARIS

AVRIL - JUIN 2011

Pendant plusieurs mois, de résistances à la police en mouvements d'occupations, les Harragas tunisiens ont lutté pour les papiers, la liberté, un lieu pour vivre et s'organiser.

Après la chute du gouvernement tunisien, les opérations de contrôles aux frontières effectuées par la Tunisie en accord avec l'Europe, ont diminué, voire se sont interrompues. Que ce soit pour fuir les persécutions politiques, pour échapper à la misère, pour chercher la liberté et une vie meilleure, ou tout simplement pour voyager, des milliers de personnes tentent alors l'aventure de la traversée de la Méditerranée.

La plupart des gens, qui viennent du Tunisie ou de Libye, débarquent à Lampedusa, une minuscule île italienne, proche des côtes africaines. Les migrants sont déplacés, puis enfermés dans des centres de rétention, sur l'île ou sur le continent italien. Beaucoup sont expulsés. Treize centres de rétention temporaires sont ouverts pour gérer l'arrivée massive des migrants. Pourtant, des centaines de personnes réussissent à s'évader et des révoltes éclatent. Suite à quoi le gouvernement italien délivre au compte-goutte des permis de séjour temporaires.

Beaucoup de migrants tentent alors le passage en France via Vintimille. Des solidarités se mettent en place pour aider à ce passage. Malgré tous les contrôles mis en place depuis fin février par le gouvernement français, plusieurs milliers de Tunisiens réussissent à gagner la France, et ce parfois au prix de refoulements et d'enfermements temporaires dans des centres de rétention français.

À partir du mois de mars, arrivent à Paris plusieurs centaines de Tunisiens, appelés Harragas, nom donné en Algérie et en Tunisie à ceux qui traversent la Méditerranée pour gagner l'Europe sans visa.

Beaucoup, parmi ceux qui n'ont pas de point de chute ou qui ne veulent pas déranger famille et amis, s'installent dans des parcs et des squares, notamment à Belleville et à la porte de la Villette dans le XIX^{ème} arrondissement.

Fin avril, des opérations policières ont lieu dans le nord-est de Paris, des centaines de policiers patrouillent à la recherche des sans-papiers récemment arrivés, des rafles ont lieu dans les squares et lors de distributions caritatives de nourritures.

Le 28 avril, un énième dispositif de rafle se met en place à Stalingrad. Alors qu'un groupe de personne tente de l'empêcher, les Harragas réfugiés dans le square de la Villette improvisent une manifestation sur le boulevard. Suite à des affrontements avec la police, une partie des Harragas trouve refuge à la CIP-IDF (Coordination des intermittents et précaires), quai de Charente (19^e). Ils y resteront quelques jours, car la CIP-IDF est expulsée le 5 mai, la Mairie de Paris souhaitant récupérer les lieux pour un projet immobilier sur le quartier.



Le 1^{er} mai, lors de la manifestation, des Harragas réfugiés à la CIP-IDF et ceux restés dans le square décident de former un cortège et prennent la tête de la manif. Le soir même, ils décident avec

des personnes solidaires de leur lutte d'occuper un bâtiment de la Mairie de Paris, rue Simon Bolivar (19^e). Une banderole « Ni police, ni charité, un lieu pour s'organiser ! » est apposée sur la façade. Des rassemblements de soutien ont lieu devant le bâtiment pendant plusieurs jours. Parallèlement, des négociations ont lieu avec la Mairie de Paris, celle-ci propose 120 places dans un foyer d'hébergement d'urgence. Beaucoup refusent la proposition de la Mairie car le nombre de places proposées est inférieur au nombre d'occupants et les conditions de vie (horaires stricts, surveillance, promiscuité) ne sont pas acceptables. Seule une vingtaine de personnes rejoindra le foyer d'hébergement, ils compareront le foyer à une prison.

Le 4 mai, la Mairie de Paris, celle-là même qui proclame à tout va soutenir les sans-papiers tunisiens récemment arrivés, demande l'expulsion du bâtiment, à renfort de centaines de policiers et d'un hélicoptère, ce qui entraîne 120 gardes à vue et une dizaine d'expulsions vers l'Italie. Les autres Harragas ressortent avec un APRF (Arrêté Préfectoral de Reconduite à la Frontière). L'une des personnes solidaires arrêtées, qui déclare s'appeler M. Lampedusa, est convoquée au tribunal le 17 juin pour refus de signalétique (empreintes et photos). Lors du procès la procédure est annulée.

À Turin (Italie), le consulat français a été dégradé avec un tag « solidarité avec les

tunisiens en lutte contre les frontières », la grille a reçu de la peinture et a été verrouillée avec un cadenas.

Le 6 mai, plus d'une centaine de personnes se rassemble au métro Couronnes aux cris de « Liberté ! Papiers ! ».



Le 7 mai, des Harragas et soutiens décident d'occuper un gymnase de la Mairie de Paris, rue de la fontaine au roi (11^e). Plusieurs manifestations et rassemblements y ont eu lieu malgré les pressions policières.

Le 11 mai, le squat de la rue Bourdon, où dormaient plusieurs Harragas depuis l'expulsion de Bolivar, est expulsé.

À Turin (Italie), un groupe d'individus solidaires avec les tunisiens en lutte à Paris et à Vintimille a occupé le consulat français ainsi que l'Alliance française.

Le 13 mai, une manifestation partant du gymnase occupé, parcourt le quartier de Belleville avant de se rendre

sur le parvis de l'Hôtel de Ville. Alors que le rassemblement est encerclé par la police, une délégation part négocier avec la Mairie de Paris, aucune proposition concrète n'en sortira et le rassemblement repartira en cortège vers le gymnase.

Le 16 mai, en parallèle à l'occupation du gymnase, plusieurs dizaines de Harragas décident avec des personnes solidaires d'occuper un foyer appartenant à l'AFTAM, un gestionnaire de foyers pour immigrés et personnes en difficulté, dont le président d'honneur et fondateur n'est autre que Stéphane Hessel, auteur du petit livre *Indignez-vous !*.

Le 21 mai, une manifestation est organisée à Porte de la Villette. Le cortège est arrêté par un important dispositif policier à 100 mètres du départ. Soixante-dix personnes sont arrêtées puis contrôlées au commissariat, d'où elles sortiront en fin d'après-midi. Plusieurs personnes seront blessées. Pendant ce temps, une vingtaine de personnes s'invitent à la fête de la Rose, organisée par la Mairie PS du 11^{ème} arrondissement. L'expulsion du 51 rue Bolivar, ordonnée par la Mairie de Paris, est remise sur le tapis.

La nuit même à Paris, plusieurs voitures ont été dégradées (pneus crevés et tags au marqueur) quai de Valmy. On pouvait notamment lire sur celles de la mairie de Paris : « Lampedusa ! », « Vas-y toi même dans ton foyer de merde, Bertrand ! », ou sur celle de la Croix-Rouge (gestionnaire de prison pour étrangers en Italie, Espagne et Belgique) : « Matons ! » et d'Eiffage : « Je construit des prisons, chiez sur mon pare-brise ».

Le 22 mai, une trentaine de personnes perturbent un événement commercial pour la relance du tourisme en Tunisie devant l'Hôtel de Ville, « le Village du Jasmin », organisé en partenariat avec la Mairie de Paris. La veille au matin, une distribution de tract y avait été organisée et Delanoë y avait été apostrophé.



Les propositions d'hébergement faites par la mairie lors des occupations du bâtiment Simon Bolivar ou du gymnase se sont révélées largement insuffisantes en nombre et ne répondent pas aux revendications des Harragas. Ils réclament des lieux où vivre collectivement et s'organiser de manière autonome. La mairie inonde cependant les médias de ses « bonnes intentions » (déblocage de subventions à des associations humanitaires, ouverture de places d'hébergement). Selon elle, les Harragas sont manipulés par leurs soutiens, ce qui est une manière de ne pas les considérer comme les acteurs de leur lutte et ce qui est un prétexte pour se retirer des négociations.

Le 26 mai, des policiers assiègent le foyer de la rue Bichat suite à une plainte de l'AFTAM. En quelques heures, une centaine de personnes se rassemble devant le foyer. Repoussées par la police, elles improvisent une manifestation sauvage dans le quartier.

Le 27 mai au matin, le foyer se fait expulser et 17 personnes sont placées en garde à vue. Les personnes avec papiers sortent avec des convocations pour un procès les 1^{er} et 8 juillet, pour refus de signalétique et pour l'une d'entre elles, dégradation. Huit Harragas sont enfermés au centre de rétention de Vincennes.

Le même jour, le siège de l'AFTAM est occupé par une trentaine de personnes exigeant le retrait de la plainte pour « occupation illégale et dégradations ». La plainte est finalement retirée.

Le 28 mai, des Harragas tunisiens ainsi que des personnes solidaires forment un cortège dans la manifestation contre le racisme. Une banderole "Ni police, ni charité, un lieu pour s'organiser" rassemblera plus d'une centaine de personnes.

Le soir même, une trentaine de personnes manifeste devant le centre de rétention de Vincennes où sont enfermés, notamment, les Harragas de la rue Bichat. À l'extérieur et à l'intérieur du centre, résonnent les cris de « Liberté ! ».

Les jours qui suivent leur enfermement, des feux d'artifice de solidarité ont lieu devant le centre. Tous les Harragas de la rue Bichat seront finalement libérés avec des APRE.

Le 31 mai, une trentaine de personnes du gymnase de la Fontaine au Roi

commence l'occupation d'un bâtiment rue Botzaris appartenant à l'Etat tunisien et où, pendant la dictature, siégeait la police de Ben Ali à Paris.

Parallèlement, la mairie met en place un système de liste pour l'entrée des Harragas dans le gymnase, des cartes nominatives sont distribuées à une centaine d'entre eux, et plusieurs dizaines de vigiles en contrôlent l'accès qui devient interdit à tous ceux ne disposant pas de cette carte. Le gymnase est désormais fermé de 10h à 18h, ses occupants doivent également rentrer avant 22h. Le 5 juillet la mairie et la police procéderont à son expulsion.

Le 7 juin, alors qu'environ 70 personnes occupent le bâtiment de Botzaris, la préfecture, appuyée par les autorités tunisiennes, expulse ses habitants du lieu. Après un contrôle d'identité, les Harragas, sortis du commissariat, réinvestissent de suite le bâtiment.

La nuit précédente, 3 voitures de la Sécurité de la ville de Paris ont subi d'importantes dégradations.

Le 11 juin, une trentaine de Harragas et de solidaires sont allés perturber le salon de l'immobilier tunisien porte Champerret. Derrière une banderole « Ni business, ni frontière » des slogans ont été gueulés, des tracts distribués et quelques boules puantes éclatées. Dès la veille des tags sont apparus dans le quartier : « Brûlons les frontières », « liberté pour tous avec ou sans papiers »...

Le 16 juin, l'immeuble occupé de Botzaris est à nouveau expulsé par la police. Le soir même, les Harragas qui s'étaient retrouvés dans le proche parc des Buttes-Chaumont se font chasser, tabasser et arrêter par la police. **Le lendemain** elle évacue le square de la porte de la Villette.

Le 17 juin, un rassemblement d'une centaine de personnes à lieu au métro Couronnes. Une banderole est accrochée (« des papiers pour tous ou plus de papiers du tout ») et des slogans sont criés. Pendant ce temps, des CRS gardent la porte du gymnase de la Fontaine au roi.

Le 22 juin, chasse à l'homme organisée par les flics dans le parc des Buttes-Chaumont, une vingtaine de Harragas sont arrêtés.

21 et 22 juin, au moins deux sans-papiers parviennent à s'échapper de la prison pour étrangers de Vincennes. Le 20, des feux d'artifices ont été tirés

APPEL DU COLLECTIF DES TUNISIENS DE LAMPEDUSA À PARIS À MANIFESTER SAMEDI 21 MAI 2011

Nous, collectif des tunisiens de Lampedusa, fils de la Révolution, nous avons pris la tête de la manifestation du 1er mai.

Nous avons pris l'immeuble vide avenue Simon Bolivar dont nous avons été expulsés violemment par la police sous l'ordre de la mairie. Plusieurs ont été expulsés en Italie, certains sont encore enfermés au centre de rétention.

Puis, nous avons pris le gymnase de la Fontaine au Roi, nous y sommes depuis le 7 mai. La mairie s'était engagée à reloger tous les occupants du gymnase, mais depuis elle a abandonné les négociations. Dans le foyer qu'elle propose à Saint Honoré nous n'avons aucune liberté : contrairement à ce qui nous a été dit, nous sommes obligés de quitter le foyer le jour. Nous devons rentrer avant 23h. Nous ne pouvons recevoir des visites. Nous dormons jusqu'à sept par chambre. Nous sommes filmés. La mairie débloque de l'argent pour les associations humanitaires, mais rien pour vivre ensemble.

Nous exigeons un lieu pour vivre et nous organiser !

Depuis que nous sommes arrivés, la police nous chasse partout où nous sommes (Quatre Chemins, Porte de la Villette, Belleville, occupation de Bolivar, etc.). Mais nous allons continuer à nous battre. En 2008, la France et la Tunisie ont signé un accord qui prévoit la délivrance de 9000 permis de séjour par an pour les tunisiens. Le gouvernement a lui-même dit n'avoir accordé qu'une petite partie de ces titres de séjour et pourtant ils nous expulsent.

Nous voulons des papiers pour tous, pour travailler, pour poursuivre nos études, pour avoir accès aux soins médicaux, pour circuler et vivre librement.

NI POLICE NI CHARITÉ ! UN LIEU POUR S'ORGANISER ! PAPIERS ET LIBERTÉ POUR TOUS !



COUPS DE SOLEIL POUR LES TOURISTES, COUPS DE MATRAQUE POUR LES RÉVOLTÉS

Perturbation du "village du Jasmin" de la mairie de Paris

Dimanche 22 mai (et la veille) se tenait sur le parvis de l'hôtel de ville de Paris le « village du Jasmin ». En fait une opération publicitaire organisée par la mairie et l'office du tourisme tunisien pour vendre la Tunisie aux promoteurs et aux touristes. Peu avant 16h, une cinquantaine de harragas et de personnes solidaires se sont invités dans cette opération de com' pour la perturber. « Papiers, Liberté », « solidarité avec les sans-papiers », « Delanoë, premier des Benalistes » et autres slogans ont parcouru les stands, tandis que le tract ci-dessous était distribué. Enfin, malgré le harcèlement et la pression physique des vigiles, nous avons réussi à faire notre petit tour avant de nous aller, comme nous étions venus, tous ensemble.

L'État français a soutenu le gouvernement de Ben Ali jusqu'à la dernière seconde, et continue aujourd'hui d'apporter son soutien au nouveau gouvernement, pour défendre les mêmes intérêts économiques. A l'heure où la révolte continue en Tunisie et où la répression ne cesse de s'abattre, les métros parisiens et les journaux nous inondent de publicités vantant le retour au calme en Tunisie, et, comble du cynisme, ces publicitaires trouvent leur inspiration dans la répression sanglante de la révolte tunisienne : « Il paraît qu'en Tunisie les balles fusent », illustré par un terrain de golf, une autre affiche nous propose d'aller se détendre face à une mer d'huile, tandis que des centaines de bateaux quittent ces mêmes côtes pour l'Europe. S'ils ont la

نحن جمع تونسيي لمبادورة، أبناء الثورة، كنا في الصفوف الأولى في مظاهرة 1 ماي. إكتسحنا العمارة الشاغرة بشارع سيمون بوليفار التي أطردها منها البوليس بعنف شديد و أين تم إقصاء البعض منا إلى إيطاليا في حين لزال البعض الآخر في مراكز الحجز. و من ثم إكتسحنا الجيمانز الكائن بشارع فونتان أوروا و لزلنا فيه منذ 7 ماي. تعهدت بلدية باريس بتوفير إقامة لكل متساكني الجيمانز و لكن لغاية اليوم لا جديد يذكر. في المبيت الذي تقترحه بلدية باريس الكائن بسان أونوراي، لا نتمتع بأي حرية: على عكس ما قيل لنا، نحن مجبرون على مغادرة المبيت طيلة النهار. لا يمكننا أن نتجاوز الساعة الحادية عشر ليلا حتى نتمكن من الدخول إلى المبيت. لا يمكننا استقبال أي كان في المبيت. يبلغ عددنا في الغرفة الواحدة 7 أشخاص. تصورنا كاميرات طيلة الوقت توفر بلدية باريس ميزانية لتمويل الجمعيات الإنسانية في حين لا توفر أدنى شيء لنعيش مع بعضنا.

نطالب بمكان نعيش و ننتظم فيه

منذ وصولنا إلى فرنسا و البوليس يطاردنا أينما ذهبنا (كاتر شومان، بورت دو لافيلات، بالفيل، اكتساح بوليفار). و لكننا سنواصل كفاحنا.

في سنة 2008 وقعت فرنسا مع تونس اتفاقية تتعهد فيها بتسليم 9000 شهادة إقامة في السنة للتونسيين و قد أدلت الحكومة الفرنسية بأنها لم تسلم إلا عددا صغيرا من هذه الشهادات و لزالنا تقصينا من فرنسا.

نريد أوراقا للجميع لنعمل، لنواصل تعليمنا، لنعالج و لننتقل و نعيش بحرية.

لا بوليس و لا شفقة، مكان ننتظم فيه، أوراق و حرية للجميع

مظاهرة يوم السبت 21 ماي 2011

على الساعة الثالثة ظهرا بسكوار بورت دولافيلات

chance d'éviter le harcèlement des gardes-côtes ou de ne pas couler en mer, les seuls hôtels auxquels ces milliers de migrants peuvent prétendre sont des centres de rétention, des camps gérés militairement ouverts pour l'occasion ou des foyers gérés par des associations humanitaires grassement rémunérées décrits par leurs occupants comme des prisons. Ils sont de plus chassés quotidiennement par la police dans la rue. Et si les touristes décident eux-mêmes quand partir et combien de temps jouir de leurs vacances, les États européens se réservent le choix du peu de migrants qu'ils gardent et du reste qu'ils jettent, au travers d'expulsions quotidiennes.

Ce week-end, place de l'Hôtel de Ville, on admire la vitrine de la complicité à la guerre et à l'exploitation, sous couvert de solidarité économique.

**Aux côtés des harragas en lutte,
Ni tourisme, ni frontières,
Des papiers pour tous ou plus de papiers du tout !**

TOUJOURS PLUS DE FLOUZE POUR LES FRIQUÉS ET DE RÉPRESSION POUR LES RÉVOLTÉS !

Perturbation au salon de l'immobilier tunisien

Aujourd'hui samedi 11 juin, une trentaine de harragas et de solidaires sont allés perturber le salon de l'immobilier tunisien, porte de Champerret (17e). Derrière une banderole "Ni business ni frontières", nous avons effectué un petit tour du hall en distribuant le tract ci-dessous, et en gueulant "Des papiers pour tous", "ni frontières, ni business", ... Malgré la lourde présence des gros bras au service des riches, cela ne nous a pas empêché de venir perturber ce salon, ni de sentir l'odeur de nombreuses boules puantes qui ont éclaté sous nos pas juste avant de sortir.

Depuis la veille, on pouvait aussi voir de grands tags dans le quartier : "Détruisons la propriété", "Brûlons les frontières", "Vive la révolution", "A bas le commerce", "Liberté pour tous avec ou sans papiers", tandis qu'une énorme banderole en français et en arabe était suspendue non loin, au-dessus du périphérique : "Ni business ni frontières".

Bienvenue au salon de l'immobilier tunisien. Là-bas, il y a toujours des affaires à faire. Cette foire commerciale ne s'adresse pas seulement aux entrepreneurs français qui voudraient faire des investissements locatifs en profitant de leurs liquidités pour se faire de la thune sur le dos des pauvres de là-bas, ou aux riches Français qui voudraient acheter une belle demeure. Il concerne aussi les riches ressortissants Tunisiens qui voudraient investir dans une résidence secondaire ou dans un bien immobilier.

À ces derniers, l'État français dit bienvenue. Il encourage même ce salon depuis 4 ans. Avec ou sans Ben Ali, *business is business*. Avec ce changement de façade ou sans lui, les puissants arrivent très bien à s'entendre pour faire fructifier leurs privilèges économiques. Dictature ou démocratie n'altère que très marginalement ces rapports-là : au final, c'est bien l'argent qui gouverne.

Quant aux milliers de *Harragas* qui ont réussi tant bien que mal à quitter la Tunisie, les Etats européens ont investi pour eux depuis plus de 20 ans dans d'autres types de biens immobiliers : des centres de rétention et pour l'occasion, des camps gérés militairement. Ayant lutté, les plus « chanceux » pourront obtenir un « bon » pour dormir dans un gymnase sous le contrôle des flics de la Mairie de Paris ou très provisoirement être parqués dans des foyers humanitaires décrits par leurs occupants comme des prisons. Et encore, il faut qu'ils parviennent à échapper à la chasse quotidienne que leur mène la police dans la rue et les transports. Pour ceux qui essaient d'occuper des immeubles vides pour habiter et s'auto-organiser, leurs propriétaires, qu'il s'agisse de la Mairie de Paris ou de l'Aftam qui est un des plus gros gestionnaires de foyers, ne leur réservent pas un meilleur sort : de toute façon expulsion à coups de matraques, et au choix arrestation, garde-à-vue, arrêté de reconduite à la frontière, enfermement en centre de rétention voire départ forcé... Au final, c'est l'État qui fait le tri entre le peu de migrants autorisés à rester et les très nombreux autres, condamnés à trimer dans des boulots de merde faute de carte de séjour et à faire sans cesse attention au risque de se voir expulser hors du territoire.

Organisé par l'entreprise Orsaf tenue par la famille Landoulsi qui a bâti sa fortune sur le marché de l'immobilier tunisien, ce salon se contrefout du sort réservé aux *Harragas*. Comme il voudrait bien enterrer une révolte qui continue de gronder en Tunisie malgré une répression toujours plus acharnée, puisqu'il faut bien que l'économie continue de tourner.

NI BUSINESS ! NI FRONTIÈRES !

**Aux côtés des Tunisiens en lutte, des papiers pour tous ou plus de papiers du tout !
Tant qu'il y aura des papiers et de l'argent, il n'y en aura jamais assez pour tous !**



LES TUNISIENS, DELANOË LES PRÉFÈRE, MORTS, RICHES OU EXPULSÉS

Jeudi 30 juin à 11h, môssieur le maire et une cohorte de costumes-cravates viendront inaugurer une placette à Paris. Situé au carrefour de l'avenue Reille et de la rue Sibelle (14e), ce triangle de béton portera désormais le nom de Mohamed Bouazizi.

Bouazizi est ce jeune vendeur à la sauvette harcelé par les flics qui s'est immolé le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid... déclenchant le soulèvement tunisien qui conduira à la chute de Ben Ali le 14 janvier.

Les Tunisiens, Delanoë les préfère riches

Un des arts de la domination réside dans le pouvoir de nommer les choses, afin de mieux les neutraliser. Ainsi, décider du nom des rues et des places où nous vivons, nous, est typiquement un apanage des puissants. Quel que soit leur bord, cette proposition de « place Bouazizi » a fait l'unanimité entre le PS et l'UMP au Conseil de Paris en mars 2011. Cette union sacrée sur le dos d'un mort qui n'en demandait pas tant, sonne d'ailleurs un peu faux, comme si tous avaient justement quelque chose à se faire pardonner. Sans vergogne, n'ont-ils pas tous fait pendant des décennies de bonnes affaires avec le désormais infréquentable Ben Ali ? Ce despote éclairé offrait des places de jet privé à Michèle Alliot-Marie et, en tant que membre de l'Internationale Socialiste, il festoyait avec Delanoë, Moubarak et Gbagbo... Et le banquet est loin d'avoir pris fin, vu qu'en Tunisie, la plupart des bons amis de Môssieur le maire sont restés en place. On a pu en croiser de biens cossus au « village du Jasmin » le 22 mai sur le parvis de l'Hôtel de Ville, puis au « Salon de l'immobilier tunisien » le 11 juin, deux vitrines opulentes sponsorisées par la mairie.

Les Tunisiens, Delanoë les préfère expulsés

Le maire de Paris, ce grrrand ami des Tunisiens, met lui-aussi en œuvre le savoir-faire français en matière de maintien de l'ordre : le 4 mai, il fait expulser 128 harragas tunisiens d'un immeuble vide de la ville, au 51 avenue Bolivar (19e), les livrant ainsi à la police et aux centres de rétention. Début juin, il fait couper l'eau au square de la porte de la Villette, où des centaines d'entre eux se sont réfugiés, puis les fait virer manu militari. Aux Buttes-Chaumont, il fait fermer les grilles du parc pour aider les flics à les traquer. Fin mai, il avait déjà repris de force le gymnase de la rue de la Fontaine-au-Roi, occupé depuis le 7, avec une trentaine de gros bras : 100 places dedans, et tous les autres dehors, à la rue.

En réalité, la mairie a tout fait pour empêcher tout regroupement et toute auto-organisation des harragas en lutte. Ses propositions se sont résumées lors de rares négociations à quelques places provisoires dans un foyer carcéral géré par une annexe du constructeur de prisons Vinci (l'association « Aurore »). Pour ceux qui ont refusé, c'est l'expulsion directe des lieux occupés puis le centre de rétention. Pour tous, la chasse quotidienne dans les rues de la capitale continue. Môssieur le maire a trouvé des solutions de relogement : plus de la moitié des places du centre de Vincennes sont occupées par des Tunisiens.

Les Tunisiens, Delanoë les préfère morts...

Delanoë s'intéresse à d'autres vendeurs à la sauvette que Mohamed Bouazizi. Rénovant Paris pour réaliser son rêve d'une ville propre, vidéosurveillée et si possible sans pauvres, il aimerait bien virer tous les biffins qui survivent en vendant des bricoles à Couronnes, au pont de Bagnole, à la porte de Montreuil ou à la porte de Clignancourt... Ces pauvres qui, comme les Bouazizi du monde entier, sont harcelés quotidiennement par la police à coups de matraques, de gaz lacrymogène et parfois de flash-ball. Les flics piétinent leur gagne-misère, parce qu'ils ne disposent pas d'une patente en bonne et due forme. Môssieur le maire supplie le préfet de faire « nettoyer » ces zones, ce qui a conduit fin janvier à la création d'une brigade spécialement musclée de quartier à Belleville, la BST.

Pour les charognards de la mairie, un vendeur à la sauvette tunisien n'a de valeur que mort, lorsqu'on peut le récupérer pour faire oublier qu'en haut, le grand business continue, et qu'en bas, les harragas d'ici, bien que pourchassés, sont bien vivants. Pour faire oublier que la « révolution », ce sont eux qui l'ont faite, et contre les amis de Delanoë et consorts de surcroît.

Des complices du soulèvement tunisien, avec ou sans papiers



يفضل رئيس بلدية باريس برتران ديلانوي أن يكون التونسيون يا إما ميتين أو أغنياء أو مرحلين !

يوم الخميس 30 يونيو سينشن رئيس بلدية باريس برتران ديلانوي وطاقم من الشخصيات المرموقة ساحة في مدينة باريس ستحمل اسم محمد بوعزيزي هذا البائع الذي أضرم النار بنفسه وكان مشعل شرارة الثورة التونسية التي أدت إلى سقوط بن علي بتاريخ 14 جانفي.

يفضل رئيس البلدية التونسيين الأغنياء

أجمع كل الأطراف السياسية سواء كان الحزب الاشتراكي أو التجمع من أجل الأغلبية الرئاسية على مشروع الساحة في مجلس لبلدية باريس في مارس 2011. غير أن هؤلاء خلال عقود كانت لهم علاقات صداقة مثمرة مع بن علي وعصابته الذين أصبحا بين ليلة وضحاها غير مرغوبين. ألم يستقبل أحد مقربي بن علي على متن طائرته الخاصة الوزيرة "ميشال أليو ماري" ؟ ألم يشارك بصقته عضوا في المنظمة الاشتراكية الدولية إلى احتفالاتها إلى جانب رئيس بلدية باريس ديلانوي ومبارك وكباكو (رئيس ساحل العاج السابق) ؟ ولا تزال الولاية مستمرة إذ أن معظم أصحاب رئيس بلدية باريس في تونس لا يزالون في مناصبهم. قد رأينا البعض منهم في " قرية الياسمين" التي انعقدت أمام قصر البلدية يوم 22 مايو أو خلال "صالون العقار التونسي" المنعقد في 11.

يفضل رئيس البلدية التونسيين المرحلين

رئيس البلدية الذي أطلق على نفسه لقب " الصديق العزيز للتونسيين" خير في الشؤون الأمنية: على سبيل المثال أمر بتاريخ 4 مايو الماضي طرد 128 حراقة تونسيين من مبنى غير مسكون عنوانه 51 شارع بوليفار (مقاطعة 19) وسلمهم إلى الشرطة ومراكز الاحتجاز. كما أنه قطع الماء في مطلع شهر يونيو من حديقة "La Villette" حيث التجأ إليها مئات الحراقة قبل أن يأمر بطردهم. أما في حديقة "Buttes Chaumont" مساعد الشرطة على مطاردة التونسيين بإغلاق مداخل الحديقة. في نهاية شهر مايو تمكن رئيس البلدية من الاستيلاء على " الجيمنار " الواقع في شارع La Fontaine au Roi الذي احتله التونسيون يوم 7 مايو بالجوء إلى قوات الأمن. حصيلة العملية المعادلة التالية : 100 مكان داخل " الجيمنار " والبقية خارج المبنى أي الشارع !

في الحقيقة بذلت البلدية قصارى جهودها من أجل منع أي تجمع أو تنظيم للحراقة المناضلين. اقتصرت البلدية على اقتراحات منح أماكن مؤقتة أشبه ما يكون إلى السجن خاصة وأن جمعية "Aurore" المسؤولة عنها ليست إلا فرعا لشركة Vinci التي تقوم ببناء سجون. ولمن رفض هذا الاقتراح فمسيره الطرد فالمطاردة حتى المكوث في مراكز الاحتجاز! ها هي مبادرة بلدية باريس لإعادة إسكان التونسيين: تخصيص أكثر من نصف مركز احتجاز Vincennes لهم..

يفضل رئيس بلدية باريس التونسيين الميتين على الأحياء!

يودّ رئيس البلدية - الذي يسعى لتحقيق حلمه بمدينة نظيفة وتحت رقابة ودون فقراء لو أمكن الأمر- أن يطرد كل الباعة المتجولين الذين يأمنون لقمة عيشهم في Couronnes أو Pont de Bagnolet أو أماكن أخرى. يتعرض هؤلاء الفقراء لمطاردة الشرطة اليومية ومعاملتها الخاصة. قد حث رئيس بلدية باريس المحافظ على تنظيف هذه الأحياء الأمر الذي أدى إلى إنشاء قوة خاصة BST في حي Belleville في نهاية شهر جانفي. بالنسبة للبلدية البائع المتجول غير الشرعي لا قيمة له إلا ميتا إذ أن الأحياء مصيرهم اليومي المطاردة والملاحقة. غير أن هؤلاء هم صناع الثورة التونسية وأعداء رئيس البلدية وأصحابه..

أصحاب الانتفاضة التونسية مع أو بدون أوراق

LA LUTTE CONTINUE AVEC OU SANS PAPIERS

LIBERTÉ POUR TOUS ET TOUTES !

حائط بحائط لندمّر الحدود